



Le 13 décembre sous toutes les formes : refusons l'austérité et gagnons une autre répartition des richesses

Il est inacceptable que l'immense majorité des salariés, retraités et privés d'emploi, soient traités aujourd'hui de tricheurs et de voleurs par le gouvernement. Le Medef et lui sont les seuls responsables de la dette publique, qui n'est pas due à un excès de dépenses mais à un manque de recettes.

C'est à grands coups de cadeaux fiscaux aux plus riches et d'exonérations fiscales et sociales aux plus grandes entreprises que le gouvernement a creusé la dette qu'il compte faire payer aujourd'hui à plus de 80 % par les salariés. Les effets de cette politique conduisent à une précarisation des salariés, à la montée du

chômage, en particulier chez les jeunes, les femmes et les seniors et à une baisse généralisée du pouvoir d'achat des ménages depuis 2007.

L'austérité n'est donc pas la solution mais une spirale infernale qui mène à la récession.

| (en millions d'euros) | HAUTS REVENUS | SALARIÉS |
|---|---------------------|--------------|
| Réduction des dépenses de Sécurité sociale | | 700 |
| Anticipation retraite | | 100 |
| Augmentation de 19 à 24 % du prélèvement forfaitaire sur les dividendes et intérêts | 600 | |
| Majoration exceptionnelle de l'impôt sur les sociétés (2012 et 2013) | Entreprise 1 100 | |
| Augmentation des impôts sur le revenu | | 1 700 |
| Baisse des aides sociales | | 400 |
| Augmentation TVA de 5,5 à 7 % | | 1 800 |
| Rappel plan août 2011 | 200 | 3 000 |
| TOTAL | 1 900 | 7 700 |

Pour la CGT, l'augmentation des salaires et pensions est une urgence sociale pour sortir de la crise.

+ de salaire
= + de consommation
= + de relance
= + d'emplois
= + de recettes sociales et fiscales

Les richesses créées dans le travail doivent revenir aux salariés et c'est possible :

- 170 milliards de trésorerie des groupes du CAC40 ;
- 172 milliards d'euros d'exonérations fiscales

et sociales et différentes aides aux entreprises en 2010 ;

- 11,4 milliards d'euros de cadeaux fiscaux aux plus riches depuis 2007 ;
- 210 milliards d'euros de dividendes versés en 2010 par les entreprises non financières ;
- 36 milliards de dividendes en 2009 et 40 milliards en 2010 aux actionnaires du CAC 40.

Les milliards d'euros en jeu sont des sommes importantes, mais ils sont l'addition de dizaines, centaines, milliers d'euros sur lesquels nous pouvons intervenir au quotidien dans chaque entreprise sur l'emploi et les salaires.

Travailler plus pour gagner moins, c'est non !

Le 1er décembre à Toulon, Nicolas Sarkozy semble prendre comme acquis l'acceptation par les salariés des mesures de rigueur imposées puisqu'il leur demande à nouveau des efforts, en indiquant « *il vaut mieux travailler plus que de gagner moins* ».

L'étape du 13 décembre doit s'inscrire dans un processus de mobilisation alliant le TOUS ENSEMBLE contre l'austérité aux actions à déve-

opper dans chaque entreprise contribuant à une autre répartition des richesses.

Le 13 décembre, par des rassemblements et des manifestations les plus unitaires possibles, les salariés doivent se faire entendre des décideurs contre l'austérité, pour l'emploi, l'augmentation des salaires, des services publics et une protection sociale répondant aux besoins des populations.

Aux Finances, agissons ensemble contre l'austérité

Des alternatives à l'austérité existent. Mettre la finance au service de la satisfaction des besoins sociaux, c'est possible !

Il faut pour cela désarmer et encadrer les marchés financiers, recentrer l'activité des banques sur le financement de l'économie et non plus sur la spéculation, créer un pôle financier public, faire jouer un rôle plus actif et plus sélectif à la banque centrale, réformer profondément la fiscalité afin de faire contribuer chacun à hauteur de ses revenus... et bien sûr renforcer les droits des salariés et les capacités d'intervention des citoyens.

Cela passe notamment par un élargissement des missions des administrations de Bercy et

des établissements financiers semi-publics. Avec les fédérations des Finances Solidaires, FO, CFDT, CFTC et UNSA, la fédération CGT des Finances appelle les personnels de Bercy et des établissements financiers semi-publics à se mobiliser et à participer aux rassemblements interprofessionnels organisés le 13 décembre prochain sur l'ensemble du territoire pour exprimer avec force leur mécontentement et exiger que de réelles réponses soient apportées à leurs revendications (arrêt des suppressions d'emplois, revalorisation des traitements, amélioration des droits statutaires et des garanties collectives...).

Le 13 décembre 2011, la Fédération des finances appelle tous les salariés, retraités finances à participer massivement à toutes initiatives, manifestations et rassemblements partout en France.